



<p>CADRE 1 : DEMANDE DE TRANSFERT TOTAL DE PERMIS DE CONSTRUIRE déposée le : 27/07/2020 Avis de dépôt affiché en mairie le 10/08/2020</p> <p>Par : [REDACTED] Demeurant à : 6 rue JOANNES GARRET 69009 LYON</p> <p>Représenté par : Monsieur DUTOIT ALAIN Pour : Le permis de construire d'origine et de ses éventuels modificatifs</p> <p>Sur un terrain sis à : 16 Rue de Ploermel - 15 Rue Jules Ferry 44300 NANTES</p>	<p>Dossier n° : PC 44109 18 A0207 T01</p> <p>Quartier : DOULON - BOTTIERE</p> <p>Objet du transfert : Transfert total</p>
---	---

ARRÊTÉ

autorisant un transfert total de permis de construire au nom de la commune de Nantes

Le maire de Nantes,

- Vu la demande de transfert total de permis de construire visée au cadre 1 ci-dessus ;
- Vu le permis de construire d'origine délivré par arrêté du Maire le 21/12/2018 ;
- Vu l'accord du titulaire du permis de construire pour effectuer le transfert ;
- Vu le code de l'urbanisme ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme Métropolitain approuvé le 05/04/2019 ;
- Vu le règlement du Plan Local d'Urbanisme métropolitain relatif au zonage UMap dans lequel est situé le projet ;

Annexé à la minute d'acte
reçu par le notaire associé
soussigné
le **20 OCT. 2020**

ARRÊTÉ

Article 1 : Le permis de construire visé dans la demande, accordé à [REDACTED] (et ses éventuels modificatifs) est transféré en totalité à SAS [REDACTED] représenté(e) par Monsieur [REDACTED], avec les droits et obligations.

Article 2 : Le présent transfert ne modifie pas la période de validité du permis d'origine dont toutes les prescriptions demeurent applicables.

<p>La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.424-7 du Code de l'Urbanisme : elle est exécutoire à compter de sa réception</p> <p>Conformément à l'article R.424-12 du Code de l'Urbanisme nous vous informons que la présente décision ainsi que le dossier seront transmis au Préfet sous un délai de 7 jours.</p>	<p>Le 19 AOÛT 2020 Thomas QUÉRO</p>  <p>L'Adjoint délégué, Pour Madame la Maire</p> 
--	--

INFORMATION – À LIRE ATTENTIVEMENT



Demande de Transfert de permis délivré en cours de validité

cerfa
N° 13412*07

Vous souhaitez transférer tout ou partie d'un permis en cours de validité délivré à une autre personne.

Un permis est valable trois ans à compter de sa délivrance. Passé ce délai, il devient caduc si les travaux n'ont pas commencé ou s'ils ont été interrompus pendant plus d'un an.

PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier TP modif.

La présente demande a été reçue à la mairie

le

Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Désignation du permis

Autorisation accordée :

- Permis de construire
- Permis d'aménager

N° permis : PC 4410918A0207

Date de délivrance du permis : 24.12.2018

4 - Identité (pour les demandeurs) Le demandeur est le titulaire de l'autorisation transférée. Il est responsable des travaux. En tant que tel, il est tenu responsable de l'exécution des travaux. Il est tenu de respecter les prescriptions de l'autorisation transférée. Il est tenu de respecter les prescriptions de l'autorisation transférée.

Vous êtes un particulier

Madame Monsieur

Nom :

Prénom :

Date et lieu de naissance

Date : / / Commune :

Département : Pays :

le **20 OCT. 2020**

Vous êtes une personne morale

Dénomination : Raison sociale :

N° SIRET : Type de société (SA, SCI,...) : SAS

Représentant de la personne morale : Madame Monsieur

Nom :

Prénom :

3 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 16 Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : 64140 BP : Cedex :

Téléphone : Indiquez l'indicatif pour le pays étranger : / /

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : @ gmail.com

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Nature du transfert

Le transfert de l'autorisation est : total partiel

Courte description de la (ou des) partie(s) transférée(s) :

5 - Accord du (ou des) titulaire(s) du permis

Titulaire(s) de l'autorisation initiale :

Je soussigné(e),
Nom(s) et prénom(s) [REDACTED]

autorise
Nom(s) et prénom(s) [REDACTED]
SAS [REDACTED]

à demander le transfert de l'autorisation N° PC 4410918A.0207

A: Lyon
Le: 27/07/20

Signature du (ou des) titulaire(s) de l'autorisation initiale :

SNC 10 P
6 bis Rue des Alpes Centre
69009 LYON
SNC au capital de 1 000 €
031 543 415 RCS LYON

6 - Engagement du (ou des) demandeur(s)

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.²

Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code et de l'obligation de respecter ces règles.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le Code de l'urbanisme.

A: BILLERE
Le: 13/08/2020

Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Pour permettre l'utilisation des informations nominatives comprises dans ce formulaire à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :

- ² Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :
- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
 - vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
 - vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
 - vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.